

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Chine-Afrique : donner plus de valeur aux produits africains exportés

GM.NTOUTOUME-NDONG
Beijing/Chine

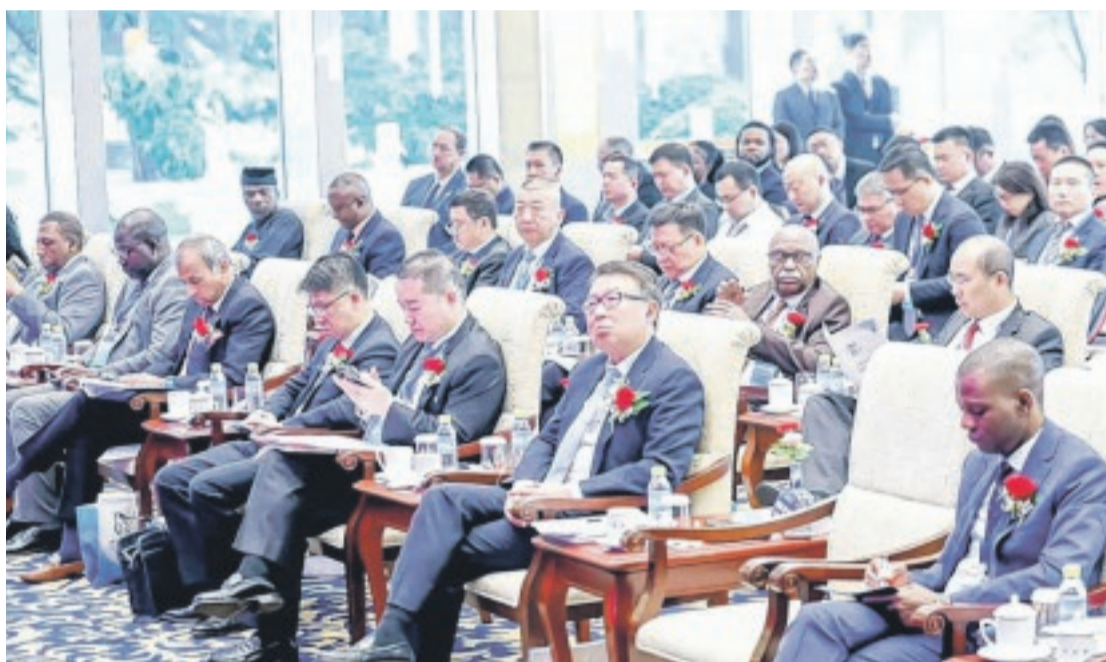
PRÉSENTÉ hier à Beijing, en Chine, le Rapport sur les investissements de la Chine en Afrique incitera peut-être encore plus les dirigeants africains à mieux orienter leurs politiques de développement. Rendu public juste après la 16e Réunion des hauts fonctionnaires du Forum sur la coopération sino-africaine qui s'est tenu dans la même ville lundi, le rapport de cette année a pour thème : "Augmenter la valeur ajoutée des produits africains".

Le Gabon était représenté à cette rencontre par son ambassadeur en Chine, Baudelaire Ndong Ella. Le document de 101 pages révèle, entre autres, que les pays africains ne disposent pas encore assez d'infrastructures de développement et présentent des faiblesses dans des domaines tels que les finances, les technologies, la formation etc. Aussi met-il en exergue un marché fragilisé par un environnement des affaires peu serein pour les investisseurs internationaux. Cela expliquant sans doute le faible niveau des investissements chinois sur le continent, par rapport au reste du monde.

"Quand on examine de façon globale la part des investissements chinois dans le monde, l'Afrique n'en reçoit que 3%...", a indiqué l'ambassadeur du Sénégal en Chine, Ibrahima

Sory Sylla, durant son allocution. Malgré ce faible niveau d'investissement, selon le rapport, les entreprises chinoises ont construit un grand nombre d'infrastructures en Afrique, notamment dans les domaines des transports, de l'énergie électrique, des télécommunications, etc. En 2022, les Chinois ont signé de nouveaux contrats d'une valeur de 73,22 milliards de dollars. Les chiffres d'affaires ont atteint une augmentation de 2%.

Par ailleurs, "dans l'ensemble, l'Afrique a réalisé des progrès mais très lentement en matière de diversification industrielle au cours de la dernière décennie. En 10 ans, l'indice d'industrialisation du continent n'a pas connu une forte évolution. Il était de 0,5026 en 2010 et de 0,5270 en 2021", souligne le rapport. Dans sa conclusion, ledit rapport propose des recommandations : réformer les systèmes financiers fondamentaux pour élargir les canaux de financement ; encourager l'entrée et la sortie saines de systèmes bancaires compétitifs ; élargir les horizons dans la formation des jeunes en mettant un accent sur les nouvelles technologies ; stabiliser et renforcer les chaînes industrielles en consolidant la compétitivité des industries fortes et augmenter la valeur ajoutée des produits exportés, etc.



La présentation hier, du rapport sur les investissements de la Chine en Afrique.

Environnement des affaires : les assurances de la FEG à la Banque mondiale

GRM
Libreville/Gabon

Le changement de régime intervenu le 30 août dernier au Gabon continue de préoccuper les institutions de Bretton Woods. Pour autant, elles n'ont pas tourné définitivement le dos à notre pays. Particulièrement la Banque mondiale qui, dans la foulée, avait annoncé la suspension temporaire de son aide.

Le 23 octobre dernier, une délégation de l'établissement bancaire international a rencontré le patronat gabonais regroupé au sein de la Fédération des entreprises du Gabon (FEG). Le climat des affaires depuis l'interruption du processus électoral et la prise du pouvoir par les Forces de défense et de sécurité était à l'ordre du jour. La Banque mondiale a voulu, en fait, mieux cerner l'atmosphère économique depuis ces événements. Sur ce point précis, l'organisation présidée par Henri-Claude Oyima s'est montrée rassurante. Tout en parlant de la vie de leur structure patronale, les



La délégation de la Banque mondiale et les membres de la FEG au terme de leurs échanges.

membres de la FEG ont expliqué la perception de l'économie nationale et de la nouvelle dimension qu'ils souhaitent lui donner avec les autorités. Il importe de rappeler que le patronat est parmi les premières entités à avoir rencontré les autorités de la Transition. Ce jour-là, Henri-Claude Oyima et les siens s'étaient exprimés notamment sur la situation de l'entreprise gabonaise. Des certitudes leur avaient alors été données par le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) dirigé par le général Brice Clotaire Oligui

Nguema. "Cela nous permet aujourd'hui de programmer sereinement nos investissements", a indiqué Henri-Claude Oyima. Non sans évoquer les propositions de la FEG, par rapport aux recettes à mettre en œuvre pour éviter de retomber dans les travers vécus sous le régime déchu. "Au demeurant, il est impératif d'adopter de nouveaux paradigmes pour mieux structurer notre économie et de nous lancer dans le développement économique tant attendu par nos concitoyens", a lancé le président de la FEG.

Conseil des ministres du 19 octobre 2023

Précisions

INSPECTIONS GENERALE DES SERVICES

Inspecteurs des services :
- M. Ghislain BINGANGOYE
- M. Jean-François DOUNA

DIRECTION GENERALE DE LA CAISSE DES PENSIONS ET DES PRESTATIONS FAMILIALES (CPPF)

Directeur Général :
- M. Carl NGUEBA BOUTOUN-DOU
Directeur Général Adjoint :

- M. Pierre Marie MBOULA

AGENCE JUDICIAIRE DE L'ETAT

Directeur Général :
- Mme Diane MOUSSOUNDA
Directeur Général Adjoint :
- M. Paul Brice HELLEY ONDO

DIRECTION GENERALE DES MARCHES PUBLICS

Directeur Général :
- Commissaire Général Sylvie NGUIMBITH
Directeur Général Adjoint :
- Mme Ghislaine APANGA